

JEUDI 9 JUIN 2016

## SOMMAIRE

- 1) **A cause du gouvernement**
- 2) **C'est la fin**
- 3) **Hollande : le président des friqués**



Gérard Diez La Presse en Revue

## I) Loi El Khomri: «Si la France pue, c'est à cause du gouvernement»



**Les cheminées du plus grand incinérateur d'Europe, à Ivry-sur-Seine, ne fument plus. La CGT bloque le site depuis dix jours pour protester contre la loi sur le travail. D'autres centres en Ile-de-France, à Fos-sur-Mer et en Ariège, suivent le mouvement.**

- C'est vraiment le bordel en France. Même la nature s'y met. T'as vu les images des inondations ? Et toutes ces grèves ?

- Oui, pauvres gens. Mais je suis solidaire des grévistes, ils ont raison de défendre leur gamelle.

- Moi aussi je suis solidaire mais je n'aime pas leur façon de faire grève. T'as vu ici ? Sérieusement, boire des bières et faire grève, c'est compatible ça ? Et puis, ils le font dans la saleté. Ils ont vidé les bennes d'ordures devant l'entreprise ! Si les températures augmentent, les rats vont rejoindre les mouches.

- C'est à cause de cette loi pour les patrons. Ils m'ont dit que si elle passait, on sera viré plus facilement mais je ne sais pas quoi en penser, j'ai pas pris le temps de la décortiquer.

- Moi, personne de la CGT est venu me voir pour m'expliquer mais j'ai entendu des gars dire que cette loi allait ramener le niveau du SMIC en France à celui du Portugal, soit même pas 600 euros. C'est vrai ?

- Je ne sais pas mais ça craint si c'est vrai. Tout ça, c'est la faute de l'Europe qui met la pression sur la France. Hollande, Valls, ils ne font qu'obéir. Et ils ont mis une ministre arabe pour qu'elle explose à leur place. Eux, ils sont cuits mais ils vont s'en sortir.

- Tu vas voir, si le bordel continue, les patrons n'embaucheront plus que des types des pays de l'Est comme chez les camionneurs.

Lundi 6 juin. Huitième jour de grève au centre de tri des déchets d'Ivry-sur-Seine où le mouvement a été reconduit ce mercredi, soit désormais dix jours d'occupation. Le plus grand incinérateur d'Europe, à cheval entre le 13e arrondissement de Paris et la commune du Val-de-Marne, qui traite les déchets d'1,2 million de Parisiens et Franciliens (1 700 tonnes par jour), est à l'arrêt.

Bloqué nuit et jour non pas par les salariés du site, géré par le secteur privé (Sita, filiale du groupe Suez), mais par des agents extérieurs de la fonction publique, majoritairement des éboueurs, égoutiers de la Ville de Paris, tous syndiqués à la CGT. Le garage voisin, d'où partent les camions-bennes qui collectent les déchets, est lui aussi paralysé. Barricadés dans leur guérite climatisée, le « poste de garde », deux vigiles, un jeune et un plus ancien, jamais syndiqués, jamais grévistes, contemplent la scène en se demandant « où va la France ? » et en essayant de comprendre. Avec leurs mots, leurs connaissances de la loi sur le travail minces et erronées, ainsi qu'une très grande distance.

Ils n'ont ni la culture des grèves et manifestations, ni les moyens de les faire, « on a une famille à nourrir et puis à quoi ça sert, à part à être viré car ils sont des millions à rêver de prendre notre place ? », dit le plus ancien qui se place « en spectateur ». Leur « boulot », c'est de filtrer les entrées de la déchetterie pour un sous-traitant de Suez, une société privée de surveillance qui les paie le SMIC pour 35 heures. Le plus jeune, qui a connu le licenciement, le chômage, assure que 99 % du personnel de la Sita, à l'exception d'un gars, est non gréviste, et sort l'annuaire pour égrener tous les métiers en poste présents, techniciens, ingénieurs, contremaîtres, assistantes de direction, etc. « Ils viennent bosser mais ils sont payés à ne rien faire puisque les fours sont arrêtés », résume-t-il en souriant à moitié.



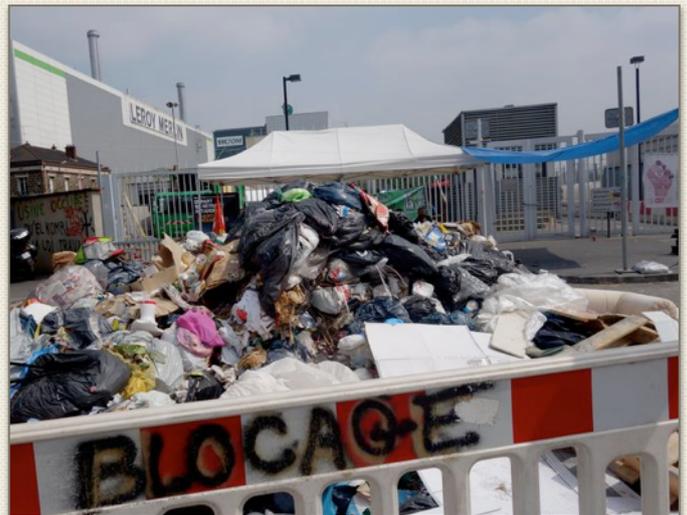
Régis Vieceli, secrétaire général du syndicat CGT du nettoyage © Rachida El Azzouzi

Lundi 6 juin. Huitième jour de grève au centre de tri des déchets d'Ivry-sur-Seine où le mouvement a été reconduit ce mercredi, soit désormais dix jours d'occupation. Le plus grand incinérateur d'Europe, à cheval entre le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris et la commune du Val-de-Marne, qui traite les déchets d'1,2 million de Parisiens et Franciliens (1 700 tonnes par jour), est à l'arrêt. Bloqué nuit et jour non pas par les salariés du site, géré par le secteur privé (Sita, filiale du groupe Suez), mais par des agents extérieurs de la fonction publique, majoritairement des éboueurs, égoutiers de la Ville de Paris, tous syndiqués à la CGT. Le garage voisin, d'où partent les camions-bennes qui collectent les déchets, est lui aussi paralysé. Barricadés dans leur guérite climatisée, le « poste de garde », deux vigiles, un jeune et un plus ancien, jamais syndiqués, jamais grévistes, contemplent la scène en se demandant « où va la France ? » et en essayant de comprendre. Avec leurs mots, leurs connaissances de la loi sur le travail minces et erronées, ainsi qu'une très grande distance.

Ils n'ont ni la culture des grèves et manifestations, ni les moyens de les faire, « on a une famille à nourrir et puis à quoi ça sert, à part à être viré car ils sont des millions à rêver de prendre notre place ? », dit le plus ancien qui se place « en spectateur ». Leur « boulot », c'est de filtrer les entrées de la déchetterie pour un sous-traitant de Suez, une société privée de surveillance qui les paie le SMIC pour 35 heures. Le plus jeune, qui a connu le licenciement, le chômage, assure que 99 % du personnel de la Sita, à l'exception d'un gars, est non gréviste, et sort l'annuaire pour égrener tous les métiers en poste présents, techniciens, ingénieurs, contremaîtres, assistantes de direction, etc. « Ils viennent bosser mais ils sont payés à ne rien faire puisque les fours sont arrêtés », résume-t-il en souriant à moitié.

Devant eux, l'entrée du site, défigurée par un feu de palettes, un tas d'ordures, l'équivalent de deux bennes et plusieurs slogans tracés directement sur les murs à la craie ou sur des tissus : « Poubelle la vie », « Paris soulève-toi », « le Vatican est en grève », « État, Patrons, qu'ils dégagent tous ». À droite, à moins d'un mètre, le piquet festif de grève de la CGT des services publics et de son secrétaire général Baptiste Talbot, qui ont appelé « à engager partout sur le territoire des actions visant à paralyser la collecte et le traitement des déchets » pour peser dans le rapport de force avec le gouvernement aux côtés des raffineurs et des cheminots, et obtenir le retrait de la loi sur le travail.

Les uns discutent autour du bar-resto improvisé sur des tréteaux et dans une fourgonnette. D'autres se reposent sur les lits de camp et un vieux canapé en cuir récupérés dans les encombrants. Une sono diffuse des tubes de manifs, « C'est dans la rue que ça se passe », de la compagnie de théâtre Jolie Môme. « Martinez fait de la diplomatie en disant que la CGT n'est plus pour le retrait du texte mais c'est la base qui décide et nous, on exige toujours le retrait et même à coups de matraque, on ne se laissera pas déloger tant qu'on n'aura pas obtenu gain de cause », lance un gréviste, las d'entendre dans ce qu'il appelle « les merdias » que la CGT aurait assoupli sa position.



Blocage de l'usine de déchets d'Ivry-sur-Seine- Juin 2016 © Rachida El Azzouzi

Au plus fort de la mobilisation, la semaine dernière, ils étaient une centaine sur des milliers d'agents. Ils sont aujourd'hui une cinquantaine. Cela suffit à faire dérailler la chaîne. Dans une dizaine d'arrondissements de Paris, 2<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup>, les poubelles s'entassent et par endroits, comme dans le 14<sup>e</sup>, cela devient très problématique. Riverains, commerçants et collectivités s'impatientent. La mairie de Paris demande au Sycatom, le syndicat intercommunal qui gère le traitement des ordures ménagères de 84 communes d'Ile-de-France, de trouver rapidement une solution à la veille de l'ouverture de l'Euro de football pour que Paris soit propre aux yeux du monde. Elle regrette que la CGT ait choisi un moyen de pression local pour une revendication nationale. « La loi sur le travail est un sujet national, pas parisien. Engager un bras de fer avec l'État est une chose, bloquer les collectivités en est une autre », réagit son service communication.

La solution de repli du Sycatom, qui consiste à se rabattre, pour vider les bennes, sur les trois autres

centres de tri de la région parisienne – Romainville et Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) ainsi qu’Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) –, a ses limites. Beaucoup plus petits, ces sites ont vite été saturés. Deux d’entre eux – Saint-Ouen et Issy-les-Moulineaux – ont été gagnés par intermittence par le mouvement social à l’image du site de Saint-Ouen bloqué ce mercredi. Quant au site de Romainville, qui a été bloqué le 31 mai pendant une journée par les chauffeurs de bennes évacués par les CRS, il fonctionne mais il ne sert qu’à stocker. Les déchets doivent donc être acheminés en province pour y être traités...

### « Plutôt en grève qu’en costard »

« Il faut que le monde entier sache que si la France pue à quelques jours de l’Euro, c’est à cause du gouvernement qui pue avec sa loi El-Connerie », lance Thierry qui se félicite que le mouvement frappe des villes-hôtes de l’Euro 2016, comme Saint-Étienne (Loire). Motard et « anar », tout de noir vêtu, la soixantaine, il est là en solidarité. « Le plus dur, confie-t-il, c’est l’odeur. La journée, on ne se rend pas compte mais le soir, quand on rentre à la maison, on pue. Même après la douche et avec un peu de parfum, on sent encore les poubelles. » Thierry monte la garde sur une chaise de jardin en plastique en vapotant sur sa cigarette électronique avec Hamid, même âge à un an près.

« Faut pas laisser passer les camions de bois qui pourraient servir à alimenter la chaufferie de l’incinérateur », expliquent les deux fonctionnaires. Thierry est catégorie C, secrétaire général CGT des animateurs de la ville de Paris. Il gagne 1 840 euros net par mois au bout de trente ans de carrière. Depuis mars et le début de la mobilisation contre la loi sur le travail, la grève lui a coûté en moyenne 400 euros sur ses fiches de paie. Hamid, catégorie A, cadre à la direction du social et de l’enfance à la mairie de Paris, délégué du personnel CGT, secrétaire du CHSCT, annonce avoir perdu près de 2 000 euros.



Véronique, 32 ans, éboueur à la ville de Paris © Rachida El Azzouzi

Depuis une semaine, il est en grève en soutien avec les éboueurs, soit 600 euros de pertes sur son salaire de 3 000 euros net. Il a le sentiment au fur et à mesure des quatre mois de contestation d’être progressivement placardisé. « Je subis une pression énorme de ma hiérarchie, qui m’a dépossédé de mon rôle d’encadrant pour le dispatcher sur d’autres collègues car je suis gréviste et à la CGT. Ils m’ont même dit entre quatre yeux qu’ils préféreraient que je sois permanent syndical mais moi, je veux bosser ! », accuse-t-il. Début mars, lors de la première grande manifestation, il est tombé, s’est fracturé un doigt. Un mois et demi d’arrêt maladie. « On a mis des stagiaires sur mon poste », lâche-t-il, amer. Sa femme est ingénieure dans le privé, la seule syndiquée CGT et salariée dans sa société à se mobiliser ouvertement contre la loi sur le travail : « Elle fait les grandes manif mais elle ne peut se permettre d’être plus longtemps mobilisée. Dans le privé, t’es vite mal vu si tu es en grève. »

Ce lundi, l’air est à la fête. Le ministre de l’économie Emmanuel Macron, en visite à Montreuil en Seine-Saint-Denis, a reçu des œufs. « Vu comme il nous traite et nous méprise, il est temps de lui tailler un costard », assène sans pitié Thierry qui a suivi la scène à distance presque en direct, avec les copines de la CGT sur place qui scandaient « Plutôt en grève qu’en costard ». À 59 ans, il se tient à l’écart dans les manifestations contre la loi sur le travail. « Je manifeste mais je pars plus tôt car c’est devenu trop dangereux à cause des CRS, des flics, des casseurs et des fachos qui ont infiltré les cortèges pour discréditer le mouvement. J’ai de l’arthrose, je me fais opérer de la hanche très bientôt et je ne peux pas courir et aller à la baston. »



Hamid, 58 ans, cadre à la direction du social et de l’enfance à la mairie de Paris © Rachida El Azzouzi

Une riveraine, la soixantaine, en jeans, baskets et sac à dos, passe devant l'incinérateur, coincé entre une cimenterie et un Leroy-Merlin, au pied du périphérique saturé. Elle hurle en pointant du doigt le feu de palettes et le tas d'ordures : « Vous n'avez pas honte ? Il n'y a pas assez de pollution ? » Puis c'est un père de famille qui s'arrête et dit à son fils que « si ça continue, les entreprises qui créent de l'emploi vont quitter la France et il ne faudra pas venir pleurer ». Puis un transporteur qui vient livrer des pots d'échappement au Sycotm et qui demande si c'est pas dangereux de rentrer sur le site : « Les grévistes vont me taper ? »

Régis Vieceli voudrait leur expliquer pourquoi il est là avec ses collègues, mais tous tournent les talons sans chercher à discuter. Éboueur depuis une vingtaine d'années, il est le secrétaire CGT du syndicat du nettoyage de la ville de Paris (majoritaire, 60 % aux dernières élections). « Les aigris ne sont pas majoritaires. La plupart des gens sont solidaires. L'autre jour, au feu rouge, on a récolté quelques centaines d'euros pour la caisse de grève. Sans compter les gens qui s'arrêtent déposer de la nourriture ou juste des encouragements. "Continuez, battez-vous, on est avec vous mais nous, on doit bosser si on ne veut pas être viré" », raconte-t-il tandis qu'un militant lui glisse à l'oreille avoir trouvé « une opportunité pour du poulet pas dégouiné et pas cher pour le barbecue de la convergence des luttes avec les cheminots ».



Thierry, 59 ans, animateur à la Ville de Paris © Rachida El Azzouzi

Gamin, « comme tout le monde », il ne pensait pas une seconde finir éboueur. Mais un accident de la vie l'y a conduit. « Je me suis retrouvé à l'école de la propreté, le centre de formation des éboueurs de Paris. C'était dans le 18e dans mon quartier. J'ai donc commencé en balayant ma rue et en baissant la tête pour pas qu'on me

reconnaisse. J'avais honte. Le regard des autres, c'est le plus dur dans ce métier. Les gens qui te jettent leurs papiers et chewing-gums pendant que tu nettoies en te balançant à la figure que t'es payé pour ça. » Au bout de vingt ans, Régis a fini par aimer son métier. « On a un rôle de santé publique. C'est une fierté. Sans nous, c'est le retour des rats, des maladies. » La cinquantaine, divorcé, deux filles qui font des études, son autre fierté, dit-il le regard embué, il gagne 1 700 euros net avec les primes : « Un éboueur démarre à 1 200 euros, finit à 2 100. » Il décrit en grillant cigarette sur cigarette la pénibilité, les horaires atypiques, très tôt le matin ou très tard le soir, les roulements en six-neuf, les durées de vie très courtes, « en moyenne, par an, on enterre un collègue et ils meurent tous avant la retraite ».

En 2010, les éboueurs de Paris se sont battus, pour les retraites mais aussi pour leurs carrières et salaires. C'était le dernier grand blocage de l'incinérateur d'Ivry, trois semaines d'occupation. « Aujourd'hui, dit Régis, on nous accuse de nous mobiliser pour une loi qui ne concernerait pas les fonctionnaires mais seulement les salariés du privé. C'est faux. On sera les prochains. Ils y vont par paliers. Comme pour les retraites où on s'est bougé trop tard, seulement en 2010 quand Sarkozy a attaqué tous les statuts. Avant, on a fermé nos gueules quand c'étaient les salariés du privé qui trinquaient puis les régimes spéciaux. » Véronique, 32 ans, trois enfants et un mari dans le BTP, acquiesce : « Ils ont réussi à nous diviser. » Elle est éboueur dans le 17e, « une des rares filles dans ce milieu d'hommes ». C'est sa première grande grève. Neuf jours déjà au compteur. « On arrêtera quand on aura obtenu satisfaction. »

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## II) C'est probablement la fin de la politique telle que nous la connaissons

Christian Caryl Traduit par Bérengère Vient Monde



<http://foreignpolicy.com/2016/05/03/the-end-of-politics-as-we-know-it-left-right-sanders-trump-corbyn/> Les dirigeants traditionnels sont en déroute | dominique Bernardini via Flickr CC License by

Les divisions idéologiques traditionnelles entre droite et gauche sont en train de disparaître. Et cela pose de grandes questions sur l'avenir de la démocratie libérale.

Les élections présidentielles américaines de cette année 2016 sont assez extraordinaires. Qui aurait pu prévoir l'incroyable émergence de Donald Trump et les provocations intelligemment calculées de Bernie Sanders? Mais il n'y a pas qu'aux États-Unis que la démocratie libérale a pris un tournant inattendu. Il suffit pour s'en convaincre de lire l'analyse sans concession de Pierre Briançon dans Politico Europe, sur le récent effondrement des partis de gauche européens traditionnels.

Il explique de façon très convaincante qu'ils ont touché le fond. L'état catastrophique de l'économie, le défi du terrorisme et la crise des réfugiés posent des problèmes auxquels les dirigeants traditionnels de l'Europe –et tout particulièrement ceux de gauche– n'ont aucune solution cohérente à proposer. La conséquence, conclut-il, est que «la gauche européenne semble souvent divisée en deux camps: un qui perd les élections, et un autre que les gagner ne semble pas intéresser».

C'est assez vrai. Et la droite européenne n'est pas dans une situation plus reluisante. Comme le signale le journaliste britannique Freddy Gray dans le Spectator, les conservateurs traditionnels sont tout autant en déroute. «Partout où l'on porte le regard, pays après pays, les nationalistes

cinglés sont en train de gagner et les pragmatistes conservateurs sont terrorisés, écrit-il. La victoire [du 25 avril] de Norbert Hofer, le candidat du Parti de la liberté autrichien, qui aime se promener avec une arme à feu, n'est que la dernière de toute une série de victoires pour ce nouveau populisme de droite.» La nouvelle génération –qui comprend Marine le Pen, du Front National français, le Premier Ministre hongrois Viktor Orbán et le leader de l'Independence Party britannique Nigel Farage– a porté un coup très dur aux conservateurs de l'establishment.

Gray note que Boris Johnson, maire conservateur de Londres, a commencé à se positionner comme un genre d'aspirant Trump. Johnson envisage de saper son rival (et patron, techniquement – puisqu'il est à la tête du même parti), le Premier Ministre David Cameron, qui se débat pour éviter une défaite potentiellement catastrophique le 23 juin 2016 lors du référendum sur la sortie de l'Union européenne de la Grande-Bretagne. Au cas où vous n'auriez pas suivi la polémique du Brexit, Johnson veut que le Royaume-Uni sorte de l'Europe et Cameron veut qu'il y reste. Cette division, qui semble prendre un tournant de plus en plus aigre, parcourt leur parti du haut en bas. Tout comme les républicains aux États-Unis, les conservateurs britanniques sont, pour citer Gray «en train de s'entredéchirer».

### Flirt avec l'autoritarisme et le racisme

*Nous continuons de classer nos politiciens à droite et à gauche, en ignorant généralement que cette distinction date de la Révolution française*

À mesure que le conflit politique s'intensifie, on sent que les vieilles divisions idéologiques sont en train de disparaître. Nous continuons de classer nos politiciens à droite et à gauche, en ignorant généralement que cette distinction date de la Révolution française. Pourtant, Trump le «conservateur», qui passe le plus clair de son temps à flirter avec les démocrates, n'a absolument pas l'air de quelqu'un qui a l'intention de préserver le statu quo. C'est un insurgé agressif, qui livre une guerre ouverte à son propre parti tout en jetant aux chiens ses principes autrefois sacro-saints de libre-échange et d'ouverture des frontières (ce qui, peut-être, contribue à expliquer pourquoi l'Américain super-conservateur Charles Koch a récemment insinué qu'Hillary Clinton pourrait faire une meilleure présidente que the Donald. Après tout,

elle a commencé en tant que républicaine pure et dure, et elle a tellement retourné sa veste depuis qu'il est difficile de dire ce qu'elle croit réellement).

Quant à Trump, il a été jusqu'à tenir des propos admiratifs à l'égard du dictateur russe Vladimir Poutine –une faiblesse qu'il partage avec ses homologues européens comme Farage, Le Pen et Orban. Pour les conservateurs du XXe siècle, défendre la liberté était un principe incontournable, une conviction indispensable. Aujourd'hui, c'est accessoire.

En effet, certains de ces conservateurs profondément non conservateurs flirtent ouvertement avec l'autoritarisme et le racisme d'une façon qui aurait ulcéré leurs ancêtres chrétiens-démocrates qui ont contribué à bâtir l'Union européenne après la Seconde Guerre mondiale. Évidemment, ces conservateurs pro-Européens des années 1950 et 1960 étaient motivés par le souvenir bien trop récent des possibles conséquences de ce genre de fréquentations.

Orban a fait part sans détour de sa préférence pour la «démocratie autoritaire» dans le genre supposément incarné par Poutine et le président turc Recep Tayyip Erdogan. Si Orban met ses opinions en application en faisant reculer les institutions démocratiques de la Hongrie, cela reviendra à une révolution de la droite, pas à une défense conservatrice du statu quo. En attendant, au milieu d'une crise des réfugiés qui a vu des dizaines de milliers de musulmans transiter par la Hongrie, Orban a regonflé son profil politique en se posant comme un ardent défenseur des «valeurs chrétiennes» de l'Europe –à un moment où les Européens n'ont jamais été aussi laïques.

### **Confusion idéologique générale**

Pendant ce temps, Sanders se décrit comme un «socialiste démocrate», bien que ni lui, ni ses partisans ne comprennent vraiment clairement ce que signifie ce terme. Historiquement, les socialistes étaient les gens qui croyaient que l'État devait posséder les moyens de production, ou en tout cas, contrôler les «hautes sphères» de l'économie. Les vagues promesses de Sanders de rendre l'université gratuite ou de «casser les banques» sont loin d'être à la hauteur en comparaison. Il aime peut-être râler contre Goldman Sachs mais même lui n'a jamais

proposé de la nationaliser.

Il est particulièrement ironique que Sanders se drape dans le socialisme au moment même où ses homologues européens, qu'il brandit si souvent comme des modèles, l'abandonnent. Comme le souligne Briançon dans son article sur le malaise de la gauche européenne, «les politiciens comme le ministre des Finances réformiste français Emmanuel Macron cachent à peine leur mépris pour un système de partis bureaucratiques où les notions traditionnelles de “droite” et de “gauche” ont perdu leur signification».

Pendant ce temps, le Parti travailliste britannique se retrouve trempé dans une polémique au sujet de remarques anti-Israël –dont certaines sont clairement empreintes d'antisémitisme– émises par de hauts fonctionnaires. Le leader travailliste Jeremy Corbyn a été obligé d'approuver une enquête indépendante sur des allégations selon lesquelles son parti tolérerait l'intolérance. Sûrement, rien ne peut mieux montrer à quel point le parti s'est éloigné de ses valeurs originelles d'internationalisme.

Le scandale du Parti travailliste n'indique que trop clairement la confusion générale dans laquelle nous nous retrouvons actuellement. Les deux pôles idéologiques de droite et de gauche reflétaient autrefois une vraie réalité sociale, la division fondamentale entre la classe laborieuse industrielle et agricole et ceux qui leur donnaient des ordres. Les sociétés occidentales ne sont plus organisées aussi simplement. Le nombre de gens qui travaillent sur des chaînes de montage et dans des fermes a beaucoup baissé et continuera de le faire. Le mouvement des syndicats, qui étaient autrefois la colonne vertébrale des partis de gauche, a décliné. Beaucoup de membres du sous-prolétariat moderne offrent des services au lieu de fabriquer des objets. La production est en train de devenir l'apanage d'une élite réduite et extrêmement qualifiée.

Un programmeur de Google est-il mieux représenté par la gauche ou la droite? Et un agriculteur qui dépend des subventions fédérales? Un travailleur surqualifié qui assemble des équipements médicaux sophistiqués? Peut-on considérer qu'une personne qui travaille pour le prêt entre particuliers appartient à la classe capitaliste dirigeante?

### **Flou intellectuel des nouveaux populistes**

Les distinctions de classe existent encore de toute évidence, mais elles sont bien plus compliquées qu'autrefois. Les grands défis politiques actuels – le mariage entre personnes de même sexe, Black Lives Matter, l'intégration des immigrés musulmans – concernent souvent autant la culture que l'économie. Au cours des quelques dernières décennies, à la fois les démocrates américains et les travaillistes britanniques se sont définis comme les défenseurs des minorités produites par des sociétés de plus en plus multiculturelles – avant de se rendre compte que leur ancien électorat de base, la classe ouvrière blanche, s'était détourné et avait offert sa loyauté aux Trump et aux Farage. Mais le flou intellectuel de ces nouveaux populistes, dont la popularité doit davantage au tribalisme et aux réactions viscérales qu'à des programmes cohérents, pousse à se demander s'ils vont vraiment réussir à proposer de meilleures solutions.

Ce que nous sommes en train de voir dans tout l'Occident, c'est un système politique dramatiquement à la traîne derrière ces réalités sociales complexes. «Les États-Unis sont-ils prêts pour la politique post-classe moyenne?» s'interrogeait récemment la une du New York Times Magazine. Je ne suis pas sûr de la réponse. Mais il est certain que le problème attire l'attention. Un intellectuel de think-tank conservateur propose de rebaptiser le capitalisme (bonne chance!). Un universitaire appelle à la création d'un parti social-démocrate américain – suggestion qui, étant donné la stagnation des sociaux-démocrates européens, ressemble beaucoup à une réponse du XIXe siècle à des problèmes du XXIe. Un autre intellectuel public suggère quant à lui de fonder un «parti de l'innovation» totalement nouveau, en pariant que la Silicon Valley trouvera toutes les solutions. L'état lamentable de la culture civique sur Facebook et Twitter suggère de ne pas placer nos espoirs trop haut.

Ces aspirants visionnaires pourraient très bien être sur la bonne voie, bien sûr. Il est possible que nous soyons en train de vivre un genre de réaligement politique fondamental, un profond déplacement de l'équilibre des forces sociétales, et que nous ne voyions pas encore où tout cela nous mène. Mais il y a une autre possibilité, plus radicale: celle que la démocratie libérale occidentale soit témoin de rien moins que de la fin de la politique telle que nous la connaissons – et que les effets en soient potentiellement tumultueux. À en juger par les convulsions qui

secouent en ce moment le système politique occidental, je ne suis pas sûr que nous puissions exclure cette possibilité.

Christian Caryl

Slate<sup>FR</sup>

LAPRESSEENREVUE.EU

### III) ISF: Hollande ravit à Sarkozy le titre de «président des riches»

Par Laurent Mauduit

**Le plafonnement de l'impôt sur la fortune voulu par Hollande a des effets deux fois plus favorables pour les milliardaires que le bouclier fiscal de Sarkozy. Des statistiques fiscales révélées par Le Canard en attestent. Un exemple souligne à lui seul les dérives de la fiscalité socialiste : Liliane Bettencourt, l'héritière de L'Oréal, qui aurait dû payer plus de 61 millions d'euros d'ISF en 2015, a vu sa contribution réduite à zéro grâce au plafonnement. Décryptage.**

**L**es Français ont appris à leurs dépens, depuis 2012, que la politique de François Hollande pouvait être violente pour les plus modestes et accommodante pour les plus riches. Les statistiques fiscales confidentielles révélées mercredi 8 juin par Le Canard enchaîné en fournissent une nouvelle démonstration : grâce au système de plafonnement mis au point par le pouvoir socialiste, les milliardaires ont encore profité en 2015 d'allègements de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) considérables, l'ISF de certains des contribuables parmi les plus



du champ de l'ISF. Et pour la maigre partie qui reste taxable, le plafonnement fait le reste. Il suffit juste que, grâce à une armada de conseillers fiscaux, la riche contribuable ait l'habileté de minorer le plus possible ses revenus imposables, en les logeant, comme le dit Le Canard, dans des placements ad hoc (assurance-vie, dividendes...) ou en jouant de toutes les exonérations possibles (œuvres d'art, investissement DOM-TOM). De la sorte, le plafond peut jouer sur des revenus abaissés de manière artificielle, et avoir un effet massif. CQFD : pour les cadres qui ont acheté un appartement dans un centre-ville, l'ISF joue à plein, mais pour les plus riches des milliardaires, l'ISF n'existe plus !

L'ISF a aussi été réduit à zéro pour Léone Meyer (Galeries Lafayette-BHV) alors que, sans plafonnement, elle aurait dû payer plus de 11 millions d'euros d'ISF. Comme Liliane Bettencourt, elle doit beaucoup au talent de ses conseillers fiscaux qui parviennent à faire correspondre presque à l'euro près le montant de l'ISF dû par leurs clients au montant du plafonnement. Du travail d'orfèvre, qui exige de savoir jouer de toutes les astuces de la défiscalisation.

Les deux autres contribuables qui parviennent à la même prouesse sont Hélène Leclerc, veuve d'Édouard Leclerc, et Ginette Dalloz (éditions juridiques Dalloz), dont l'ISF a été réduit à zéro grâce au plafonnement alors que, sans lui, elles auraient respectivement dû payer plus d'1,5 million et plus d'1,4 million d'euros.

La plupart des autres milliardaires ne réalisent pas le tour de force d'échapper à l'ISF, mais profitent d'importants abattements. Il suffit de scruter le tableau pour prendre connaissance des largesses que le pouvoir socialiste a consenties : grâce au plafond, Bernard Arnault (première fortune française) a profité d'une réduction d'ISF de plus de 5,8 millions d'euros. Là encore, le cas du patron de LVMH révèle la perversité du système. Car même s'il n'y avait pas eu de plafonnement, il n'aurait dû payer que 8 millions d'euros d'ISF. Ce qui est un petit pourboire, à comparer à l'immensité de son patrimoine, qui est évalué à... 35 milliards d'euros. Jean-Claude Decaux (récemment décédé) a profité, lui, de 4,3 millions d'euros de réduction d'ISF ; Hélène Darty de plus de 2,2 millions d'euros ; Brigitte Mulliez (Auchan) de plus d'1,6 million d'euros, etc.

À eux tous, ces 50 contribuables auraient dû payer près de 220 millions d'euros, mais le

plafond a minoré cette somme de plus de 90 %. Résultat : ils n'ont payé que 21 millions d'euros.

S'il est probable qu'ils attisent la grogne sociale, ces excès ne constituent toutefois pas une surprise. Depuis 2012, Mediapart a en effet chroniqué à plusieurs reprises les injustices suscitées par ce système de plafonnement. En 2013, nous avons ainsi donné les premières évaluations des cadeaux faits par le pouvoir socialiste aux redevables de l'ISF (lire ISF: le Conseil constitutionnel censure le bouclier fiscal). Nous soulignons que, dans le cadre de la loi de finances pour 2013, le gouvernement avait instauré ce mécanisme de plafonnement permettant de limiter à 75 % des revenus l'ensemble des impôts payés, ISF compris. Du même coup, 7 630 contribuables assujettis à l'ISF avaient bénéficié en 2013 de ce plafonnement, ce qui avait diminué le montant de leur impôt de 730 millions d'euros.

Par un courrier en date du 24 septembre 2013, Gilles Carrez avait en effet demandé à l'époque aux ministres des finances et du budget de lui transmettre des données sur les effets du nouveau plafonnement à 75 % instauré pour 2013, et qui avait donc pris effet pour l'ISF payable cette même année, au plus tard le 15 juin dernier. Les deux ministres avaient visiblement traîné des pieds, puisqu'ils n'ont transmis une réponse que le 3 décembre 2013. À la lecture du document, on avait compris le peu d'empressement de Bercy, tant les chiffres étaient déjà embarrassants pour le gouvernement.

### De 2008 à 2015, le cadeau a doublé pour Liliane Bettencourt

Dans ce courrier, on découvrait un premier tableau qui retenait l'attention :

Tranches de patrimoine net imposable	Nombre de redevables	Montant du plafonnement déclaré (en M€)	Cotisation moyenne d'ISF (en €)	Montant moyen imputé (en €)
entre 1 300 000 et 2 570 000 €	1 158	5	2 012	4 408
entre 2 570 000 et 5 000 000 €	1 608	19	11 521	11 083
entre 5 000 000 et 10 000 000 €	2 190	66	34 793	28 709
au-delà de 10 000 000 €	2 674	640	121 922	237 663
<b>Total</b>	<b>7 630</b>	<b>730</b>	<b>55 448</b>	<b>94 536</b>

Ce tableau faisait apparaître que, sur les quelque 300 000 contribuables assujettis à l'ISF (pour un rendement de près de 5 milliards d'euros), les 2 674 contribuables disposant d'un patrimoine net taxable supérieur à 10 millions d'euros se sont partagé l'essentiel du magot, soit 640 millions. La

minoration induite par le plafonnement atteignant, en moyenne, 237 663 euros.

Sous Nicolas Sarkozy, le dispositif n'était pas exactement le même. Les contribuables payaient leur ISF et, ensuite, l'administration fiscale leur restituait le trop-perçu, si la somme de tous les impôts payés par le contribuable dépassait 50 % de ses revenus. Au bout du compte, le système inventé par les socialistes est encore plus pervers. Lors du quinquennat précédent, il revenait à l'administration fiscale de faire le calcul du trop-perçu, tandis qu'à partir de 2013, les contribuables, lors du paiement de l'ISF, sont invités à arrêter eux-mêmes le cadeau qu'ils se font.

En outre, avant 2012, les effets du bouclier fiscal étaient... moins spectaculaires. Pour l'année 2010, le journal *Le Monde* avait par exemple révélé que 14 443 contribuables avaient profité du bouclier, pour un montant total de 591 millions d'euros. Le nombre de contribuables avait donc été supérieur à celui de l'année 2013, mais le cadeau fait par Nicolas Sarkozy avait été nettement inférieur à celui décidé par François Hollande. Mais, d'un quinquennat à l'autre, la clientèle la plus chouchoutée reste la même : il s'agit des quelque 1 000 contribuables les plus riches se partageant 352 millions d'euros de restitution d'impôt.

Gilles Carrez faisait remarquer à bon droit, en 2013, que le dispositif si critiqué de Nicolas Sarkozy avait au moins le mérite d'être plus transparent que celui inventé par les socialistes – sur le modèle de ce que Pierre Bérégovoy avait institué à la fin du second septennat de François Mitterrand. Au cours du quinquennat de Nicolas Sarkozy, les services de Bercy étaient en effet dans l'obligation de rendre public le montant des restitutions, ce qui n'est plus le cas depuis 2012. Et l'on parvenait ainsi parfois, avec un peu de pugnacité, à connaître le montant du chèque que le Trésor public faisait à certains contribuables. Mediapart avait ainsi révélé que, pour 2008, Liliane Bettencourt avait perçu 30 millions d'euros (lire Liliane Bettencourt: cherchez l'impôt!). Mais pour 2013, quel a été le gain offert par le gouvernement à la même milliardaire ? Mystère... Il a fallu attendre les révélations du Canard pour découvrir que la minoration d'ISF de Liliane Bettencourt est passée de 30 millions d'euros en 2008 à plus de 61 millions en 2015.

Ce cadeau apparaît d'autant plus spectaculaire qu'il n'est pas le seul et surtout qu'il est en contradiction totale avec les engagements pris par

François Hollande. Pendant la campagne présidentielle, le candidat socialiste mène en effet la charge contre le « président des riches » et promet qu'il supprimera le bouclier fiscal et rétablira un ISF vidé de sa substance. La promesse est consignée dans la plate-forme du candidat (elle est ici) – c'est sa proposition no 17 : « Je reviendrai sur les allègements de l'impôt sur la fortune institués en 2011 par la droite, en relevant les taux d'imposition des plus gros patrimoines. »

Mais François Hollande n'a pas, par la suite, honoré son engagement. S'il a rétabli des taux d'imposition progressifs pour l'ISF, il a porté le taux marginal à seulement 1,5 %, pour les patrimoines supérieurs à 10 millions d'euros. En outre, sans que personne ne le remarque et sans que cela ne fasse débat, François Hollande n'a en réalité pas totalement tenu cette promesse-là non plus, car au tout début du quinquennat de Nicolas Sarkozy, le taux marginal de l'ISF était non pas de 1,5 % mais de 1,8 %.

Le chef de l'État a une autre reculade à son actif. Pendant son quinquennat, Nicolas Sarkozy avait en effet décidé que la première tranche d'imposition à l'ISF commencerait à partir de 800 000 euros de patrimoine comme par le passé, mais à la condition – et c'était cela la nouveauté – que le contribuable dispose d'un patrimoine d'au moins 1,3 million d'euros. En clair, le barème de l'impôt était resté inchangé, mais le seuil de déclenchement de l'impôt avait été relevé de 800 000 euros de patrimoine à 1,3 million d'euros.

Or, cette mesure visant à rendre possible le contournement de l'ISF a été maintenue par François Hollande. Et précisément, le seuil de déclenchement de l'ISF a été maintenu à 1,3 million d'euros, et non pas abaissé à 800 000 euros, comme on aurait pu le penser au vu de la promesse du candidat.

Pour finir, le Conseil constitutionnel est passé par là : fin 2013, il a censuré certaines dispositions de la réforme de l'ISF, interdisant notamment que dans le calcul du plafond de 75 % soient pris en compte non seulement les revenus réels des contribuables mais aussi ce qu'il est convenu d'appeler les revenus latents (assurance-vie, par exemple). Cette décision a eu pour effet mécanique de gonfler fortement l'impact du plafond pour les grandes fortunes. C'est ce qui explique que les minérations d'ISF constatées pour 2015 soient beaucoup plus élevées que pour 2013.

De la part du président de la République, ce stupéfiant conservatisme fiscal n'est pas si surprenant. Déjà, avant même l'élection présidentielle, lors d'un face-à-face enregistré en vidéo par Mediapart le 28 janvier 2011 avec l'économiste Thomas Piketty (lire Hollande – Piketty: confrontation sur la révolution fiscale), François Hollande avait fait montre de prudence sur l'ISF.

## Hollande - Piketty et la révolution fiscale 2-2

<http://dai.ly/xgs6f0>

par  
Mediapart

De la prudence, il est passé, une fois élu, à la contre-révolution fiscale.

La morale de l'histoire est la suivante. Longtemps, l'ISF a été un symbole pour les socialistes : la preuve qu'ils voulaient toujours, envers et contre tout, conduire une politique de gauche, même si le fond de l'air devenait de plus en plus néolibéral. Aujourd'hui, le symbole de l'ISF fonctionne toujours, mais il s'est totalement inversé : l'impôt vient révéler les cadeaux et passe-droits qui profitent aux plus riches, encore plus insensés que sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy.

mediapart.fr

**LAPRESSEENREVUE.EU**

**A Suivre...  
La Presse en Revue**

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !  
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog  
[www.overblog.com](http://www.overblog.com)